

17 février 2007

Arrangements raisonnables

Utiliser le sexisme religieux pour dévoyer le politique



Le peuple québécois a suffisamment ferrailé pour séparer religion et État, épine dorsale de la grande noirceur duplessiste, pour défendre bec et ongle la laïcité pas tout à fait achevée de la société québécoise. Qu'on songe que le système scolaire n'a complété sa sécularisation que très récemment. Et encore, il reste ces écoles privées religieuses, clandestines ou non, qu'il est impératif de faire disparaître tout en intégrant leur personnel et étudiants dans le système public. Idem d'ailleurs pour toutes les écoles privées et classes élitistes du système public. La démocratie est laïque et égalitaire ou elle n'est pas.

Le peuple québécois a assez enduré et endure encore l'humiliation nationale, et les Québécoises l'humiliation sexiste, pour être très compréhensifs envers l'expression individuelle et collective de la foi en Allah, Dieu ou Yahvé. Il le sera d'autant plus que cette expression religieuse sera le fait de nationalités traînées dans la boue par les va-t-en-guerre de la « guerre contre le terrorisme » savamment provoquée et soigneusement entretenue. Il comprend dans ses tripes que cette expression est souvent l'affirmation de la résistance nationale contre l'impérialisme et la répression sélective. La démocratie respecte l'expression individuelle sous toutes ses formes dans les limites du respect réciproque et des droits collectifs.

Le peuple québécois est particulièrement sensible à ces femmes voilées qui sont les premières à pâtir des violences de la guerre et des régimes à poigne qui en découlent, y compris de leurs hommes si bons résistants soient-ils. Il se rappelle trop des frustrations silencieuses des filles de Duplessis et des cornettes et autres chapeaux obligatoires imposés par l'Église catholique pour aujourd'hui obliger par loi, règlements et coercition le dévoilement des filles d'Allah. Il sait qu'il faut donner le temps au temps, celui de libérer le monde musulman de la chape de plomb de l'impérialisme et des émirs, et le peuple juif du racisme sioniste. Ces nations auront alors tôt fait de jeter aux orties toutes les aberrations fondamentalistes, ce qui nous aidera à nous libérer des nôtres.

En attendant, religion et libération des femmes ne font pas bon ménage. Les institutions religieuses, dirigées par leurs prêtres, pasteurs, mullahs, rabbins tous plus mâles les

uns que les autres sont le bastion ultime du sexisme mondial. Et tous leurs fondamentalistes en rajoutent jusqu'à l'absurde ou l'intolérable, du mur du tchador à l'atteinte à la mixité des activités et des fonctions. Même jusque là, pour éviter l'exclusion qui isole, il y a toujours moyen de moyenner au gré des cas concrets dans la limite des libertés, des droits d'autrui et des pressions endurées par ces femmes opprimées. La démocratie est accommodement raisonnable et, s'il le faut, elle peut être très raisonnable.

Le peuple québécois, comme tous les peuples du monde, est ébranlé par tous ces bruits de guerre, par ces foules d'émigrantEs et de réfugiéEs qui fuient vers les îlots de sécurité et de paix, par ce climat sans dessus-dessous, par ces masses asiatiques qui n'ont d'autres choix que de se livrer pour une bouchée de pain à la dictature de transnationales envahissantes, par ce voisin hégémonique qui obéit au doigt et à l'œil à toutes les exigences de Wall Street, par ses gouvernements qui se sont donnés corps et âmes au libre-échange unilatéral du gendarme du monde. Il voit trop bien ce qui en résulte : coupes sombres dans les emplois régionaux, précarité des nouveaux emplois, salaires à la baisse, liquidation des services publics, peur de la maladie, de la vieillesse et de la maternité. S'ajoute cette angoisse spécifique identitaire propre à un petit peuple menacé, dans son existence même, par le mépris du fédéralisme canadien et par l'arrogance anglophone nord-américaine.

Depuis son réveil national il y a près d'un demi-siècle, le peuple québécois a systématiquement proposé des réponses démocratiques et égalitaires à toutes les offensives du capital, national et mondial. **Mais voilà qu'il doute.**

Le gouvernement étasunien, rassuré par une opposition démocrate qui ne s'oppose fondamentalement pas à sa politique, poursuit plus que jamais son offensive guerrière faisant fi de son opinion publique. Le gouvernement canadien, même minoritaire, se rit de l'opposition velléitaire et impose l'essentiel de son tournant droitier qui voit des crimes ou du socialisme partout sauf dans l'ultra pollueur establishment pétrolier et dans un Bay Street qui exige pour lui tous les surplus budgétaires. Le gouvernement québécois, capitalisant sur le concertationnisme péquiste qui a transformé la bureaucratie syndicale en champions du capital de risque et les bureaucraties populaires en éternels quêteux, fonce droit devant. Il défonce le fer de lance syndical du secteur public et se moque des environmentalistes et des étudiantEs qu'il avait laissés temporairement gagner pour mieux isoler les syndicats encore illusionnés par la foi dans les *négos* sans le rapport de force d'une nécessaire grève générale.

Ne reste plus qu'à laisser les grandes entreprises manufacturières à foncer dans la brèche, de Valleyfield à Valley Jonction, en passant par l'Estrie et les régions forestières, afin de ramener la situation sociale à ce qu'elle était durant la grande noirceur. Les directions syndicales, désemparées, ne savent qu'en appeler à la salvatrice intervention de gouvernements pourtant acquis au libre marché et parfaitement conscients de leur nouvelle force. Aucune tentative de mobilisation, aucun appel à au moins une gigantesque manifestation, si ce n'est à une grève nationale de solidarité, pour appuyer les courageux syndiqués d'Olymel qui auront résisté jusqu'au bout de leurs faibles moyens. Il n'y a rien à attendre du PQ qui a acquiescé aux lois

scélérates, qui n'ouvrira pas les négociations avec le secteur public, qui veut encore baisser l'imposition des entreprises, qui veut encore plus attirer les capitaux étrangers. Quelle hypocrisie que cette visite du chef péquiste à Valleyfield pour ne rien garantir sauf des cadeaux à une transnationale mort de rire !

Le peuple québécois, en ces temps pré-électorales est tout à l'écoute des alternatives des partis. Il n'entend que le silence ou des balivernes. Rien de plus normal de la part des trois partis néolibéraux tous acceptant l'implacable loi du marché mondial.

Mais où est Québec Solidaire qui ne propose que la bonne foi de négociations, c'est-à-dire des concessions syndicales, et aucune stratégie de développement agricole en dehors d'un préjugé favorable au biologique. On se serait attendu au moins à une stratégie de souveraineté alimentaire, particulièrement de la part d'un parti qui se dit souverainiste. Cela aurait donné un cadre général pour proposer au moins une reconversion partielle de la polluante industrie du porc en faveur d'autres filières viables — impossible cependant dans le carcan de l'ALÉNA et de l'OMC dont il faut se débarrasser, ce sur quoi QS ne dit mot — comme les grandes cultures de céréales, de légumineuses ou de fruits et légumes. Une telle reconversion agricole, qui ne peut faire l'économie de la planification, serait en diapason avec une politique alimentaire conforme au nouveau guide alimentaire canadien, excellent outil pour combattre l'obésité en autant qu'on l'impose à l'industrie agroalimentaire au lieu de culpabiliser consommateurs et consommatrices condamnées à résister chaque jour à la tentation du trop gras, trop sucré et trop salé.

Comme politique de développement industriel, Québec solidaire propose de faiblards comités forestiers contre les puissants monopoles de la forêt qui ont tout pillé ; l'appui aux PME et à l'économie sociale, pour le bénéfice desquels on retarde l'application du salaire minimum à 10\$ l'heure ; l'utopie d'un Pharma-Québec sans expropriation des grandes transnationales pharmaceutiques ; un Éole Québec qui aurait la même politique de sous-traitance qu'Hydro-Québec. Comment imaginer une politique de la forêt sans exproprier ses pilleurs ? Comment imaginer un rapport de force gagnant face aux transnationales sans une politique d'interdiction des licenciements avec responsabilité collective du secteur, donc des concurrents, en cas de banqueroute ? Sans un tel tournant, impossible de sortir de l'ornière sans issue soit du laisser-faire soit du soutien étatique à la productivité des entreprises privées, c'est-à-dire à la « rationalisation » génératrice de chômage de masse et de profits garantis pour les actionnaires.

Deux conditions stratégiques essentielles pour assurer le succès d'une politique industrielle et agricole, écologique et populaire : rompre avec le libre-échange, rompre avec le fédéralisme.

Sans réponse à la hauteur au désarroi du peuple québécois, la tentation est grande pour les partis néolibéraux de changer de registre. Le plus à droite des partis de droite n'a pas résisté à la tentation d'attiser les préjugés anti-immigrants et anti-minorités visibles pour tenter d'en faire le bouc émissaire des misères et des angoisses sans réponse du peuple québécois. Les deux autres compères, pris par surprise et conscients des potentiels gains électoraux de l'ADQ, rejettent cette tentative du chef

adéquate d'essayer de devenir le troisième larron du trio, et peut-être même de devenir un des deux partis de l'alternative, et non plus seulement le petit fatiguant toujours sur le bord d'être évincé du *party*. D'où leur réaction viscérale, cependant pleine d'ambiguïté, particulièrement le parti libéral, et la tentative donquichottesque de fermer le débat, durant la période électorale, par une commission de deux sages mâles blancs, tactique dilatoire appuyée par QS à la critique près d'une présidente féminine de couleur qui, en effet, s'imposerait si cette solution était pertinente.

On appréciera la réaction de QS dont les éléments démocratiques ne sont pas absents des réactions libérales et surtout péquiste et qui en plus pousse, sous le mode de l'interrogation ou de l'affirmation générale, à envisager des solutions d'ordre socioéconomiques. Cependant, un parti politique n'est pas un groupe de réflexion, surtout à la veille d'une période électorale. On attendait plutôt des propositions concrètes, claires et, au besoin, chiffrées. Par exemple des objectifs quantitatifs ambitieux d'intégration dans les secteurs publics et parapublics; idem pour l'entreprise privée, au moins pour les fournisseurs de l'État ; une politique d'accueil garantissant un revenu minimum pendant un an pour fin de francisation et de l'apprentissage de l'histoire de la société québécoise ; une politique de logement social avec quotas annuels ; une reconnaissance des diplômes étrangers libérée des intérêts corporatistes ; une politique d'affirmation positive dans les institutions post-secondaires.

Le peuple québécois attend autre chose qu'une commission des sages. Il attend une politique économique et agricole qui comblera ses besoins élémentaires d'emplois rémunérateurs, de logements décentes, de services publics de qualité et de sécurité alimentaire, toutes couleurs confondues. Il attend un appel de son parti à se libérer de la dictature des transnationales et de la manipulation fédéraliste qui veut lui imposer la camisole de force du *one nation* américanisée. Il sera le plus accueillant des peuples pour partager ses immenses terres et richesses naturelles — on peut penser que les nations autochtones le seront dans un tel contexte en autant que leur sera reconnu leur droit à l'autodétermination jusqu'à et y compris l'indépendance — pour construire un peuple bigarré.

Marc Bonhomme, 16 février 2007